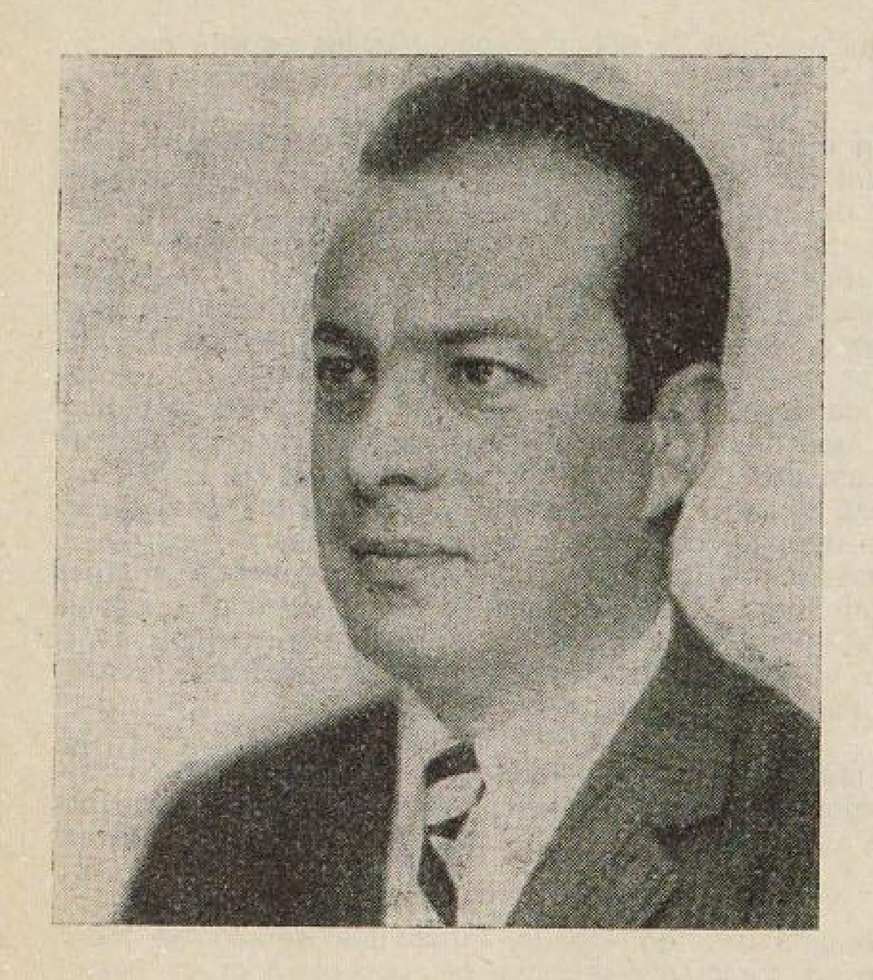
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

PAS D'ABSTENSION, VOTER EST UN DROIT, C'EST AUSSI UN DEVOIR.



CANDIDAT 5e RÉPUBLIQUE

DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE ET DES CITOYENS

Henri SANCHEZ

Directeur d'usine - 35 ans

Électrices, Électeurs,

PRENEZ LA PEINE

de lire attentivement, la gravité des événements l'exige.

Je lance un appel solennel à la prudence, elle est de rigueur en ces heures troubles.

Les ennemis de la République et du Général de Gaulle ont entrepris une nouvelle révolution. Elle se présente sous une forme inattendue après les violences que nous avons vécues.

En effet, vous n'avez pas été sans constater la multiplicité des candidatures qui se sont abattues sur Paris.

Cette entreprise de diversion, qu'elle émane de minorité telle le « Mouvement pour la Réforme » de M. Pisani qui vient de trahir le Général de Gaulle, ou d'initiatives individuelles ne représentant que la personne qui se présente, n'aura pas la faveur de vos services.

L'heure est grave, la cohésion est plus que jamais indispensable, ne dispersez pas vos votes, unissez-vous autour des candidats gaullistes.

Dans le sixième arrondissement, il y a deux candidats gaullistes, s'ils ne partagent pas les mêmes idées, ils sont d'accord sur un point : que de Gaulle triomphe par l'un d'eux.

Evidemment, je souhaite gagner ces élections, si M. Bas en est le vainqueur, je serai consolé mais profondément désolé. Désolé parce que la terrible crise que nous vivons est l'héritage de la majorité sortante. Une majorité conservatrice qui approuve inconditionnellement tous les projets gouvernementaux qu'ils soient bons ou mauvais.

Certes à la tête de l'Etat nous avons un homme dont il est superflu de vanter les mérites et à la tête du Gouvernement nous avons un homme supérieurement intelligent qui vient de faire ses preuves de façon éclatante. Mais ni l'un ni l'autre n'ont la grâce de Dieu. Leur œuvre, comme toute œuvre humaine n'est pas parfaite. Après des années d'autosatisfaction, j'ai le regret d'entendre l'un et l'autre reconnaître que de grandes réformes s'imposent.

Alors, aux électrices, aux électeurs qui ont investi M. Bas, je dis de ne pas renouveler leur confiance parce qu'il n'a pas rempli son mandat. Nous en venons à la notion de mandat, mon propos sera moins de le définir que de mettre en lumière le rôle des élus. Les élus siégeant à l'Assemblée Nationale, ont, entre autre, la charge de contrôler le Gouvernement, de le rappeler à l'ordre s'il s'égare et non point de toujours le soutenir servilement. Les Français désirent unanimement la stabilité, mais ils veulent des changements, ils veulent pour ce faire, le renouvellement de la majorité sortante parce qu'elle a laissé trop de haine et de rancœur s'accumuler au fil des ans, parce qu'elle est inconditionnelle et conservatrice, c'est-à-dire plus soucieuse de dormir sur ses lauriers que de chercher des améliorations. Cela ne peut plus durer, plus que le Gouvernement qui pense par la tête d'un seul homme, les élus sortants sont fautifs. Nous devons envoyer à l'Assemblée Nationale des hommes et des femmes, des jeunes et des moins jeunes, issus de tous les milieux sociaux, afin d'avoir une véritable représentation du peuple français. Nous connaissons une crise grave justement parce que cette représentation n'existe pas. Nous avons à l'Assemblée les notables du pays qui ignorent tout des couches sociales qui ne sont pas les leurs. Je déplore que les femmes ait une si faible représentation à l'Assemblée alors qu'elles sont plus nombreuses que les hommes dans la société française. C'est la raison pour laquelle j'ai pris une suppléante très avertie des problèmes féminins de notre époque. Je déplore également que la moyenne d'âge des députés est d'environ 45 ans. Cela fait une génération de différence avec la bouillante jeunesse qui nous

occupe. La coupure est certaine, 25 ans c'est assez pour avoir une optique faussée des problèmes réels des jeunes. En vingt-cinq ans l'éducation des enfants a changé profondément parce que les femmes ne sont plus au foyer mais au travail. Comprenons la transformation de notre société sans condamner personne, il ne sert de rien de dire : de mon temps ce n'était pas comme ça. Nous devons étudier les phénomènes pour acheminer l'humanité, sans heurts, vers le bonheur dont elle s'est donné pour objectif.

Certes il y aura toujours les diviseurs, les dangereux créateurs de partis qui ont plus le souci d'échauffer les esprits que de rechercher l'intérêt de la Nation.

Pour des raisons que je vous livrerai bien volontiers, l'intérêt de la Nation n'est pas hors du gaullisme. Aux électrices, aux électeurs, qui ont coutume de voter pour un candidat centriste se réclamant du parti de M. Lecanuet, je dirai courtoisement que le centre est par vocation modérée très près du gaullisme mais que des points fondamentaux nous séparent. En effet, M. Lecanuet se veut le champion de l'Europe supranationale qui, selon lui, devrait être déjà construite. Cette idée est lourde de dangers et vous demande de la méditer. Pourquoi faut-il que les humains répètent sans cesse les mêmes erreurs, l'expérience des autres ne servira donc jamais, chacun entendra toujours faire sa propre expérience ? Nous avons l'expérience des U.S.A. Les Etats-Unis d'Amérique furent créés d'un coup de plume. Quel enchantement. Nous connaissons le terrible affrontement qui s'ensuivit entre Etats du Sud et Etats du Nord, pour la simple raison que les uns ne voulaient pas reconnaître la loi émanant de l'autorité supranationale. La guerre de Sécession fut terrible, je voudrais, car je ne citerai que cet exemple, que les électeurs centristes s'en pénètrent et qu'ils mesurent ce que peut avoir de néfaste l'idée défendue par M. Lecanuet. Je souffre profondément lorsque ces meneurs arrivent à convaincre les citoyen en développant des thèses contraires aux intérêts de la Nation. Pensez que nous serions tous Européens, les Allemands, les Hollandais, les Italiens, peut-être les Anglais et les Espagnols, c'est le lot le plus hétéroclite que nous puissions former d'où il ne peut se dégager que de graves crises. Nous disons oui à l'Europe politique mais lorsque nous serons tous prêts. En attendant laissons mûrir et construisons l'Europe économique, cheville ouvrière de cette Europe supranationale. Le Général de Gaulle fait montre de prudence dans ce domaine, faisons confiance à son expérience, c'est notre salut. Nous sommes déjà trop divisés en France, comment prétendre s'entendre avec des étrangers. Aux électrices, aux électeurs, qui généralement votent pour un candidat de gauche, soit communiste, fédéré, P.S.U. ou autre, je dirai que le mieux placé pour faire une politique de gauche, c'est le Général de Gaulle.

D'abord par la solidité des institutions qu'il a donné à la France, par la majorité qui s'est inscrite autour de lui et par sa détermination du faire du social. Les leaders de la gauche n'ont pas la majorité et vous le savez, ils ne feront que décevoir vos espérances faute de pouvoir gouverner parce que, entre Waldek Rochet et René Billières il y a un fossé qu'ils ne pourront pas combler.

N'avez-vous pas approuvé la politique du Général de Gaulle lorsqu'il a rendu la paix en Algérie, lorsqu'il a décolonisé toute l'Afrique noire avec laquelle nous serions en guerre comme un certain Salazard, lorsqu'il a reconnu le gouvernement de Pékin, lorsqu'il a été à Moscou ou dans les pays du tiers-monde, lorsqu'il a pris ses distances avec l'O.T.A.N. ou lorsqu'il a condamné catégoriquement l'action des Américains au Viet-Nam. Combien de fois les députés ou les électeurs communistes ont voté pour le soutenir. Alors soyez honnêtes, il ne faut pas le condamner systématiquement. Faites le bilan de ce qui est positif et vous verrez que cela pèse plus sur le plateau de la balance que ce qui vous manque.

Ce qui vous manque, il le sait maintenant, il est disposé à faire du social, du vrai. Je n'en veux pour preuve que d'avoir appelé au Gouvernement un gaulliste récalcitrant, tel René Capitant. Faites-nous confiance, je peux vous assurer que vous ne le regretterez pas. Aux électrices, aux électeurs, qui votent librement, sans se préoccuper du mode d'ordre des partis mais qui entendent évidemment les opposants tenir des propos tels que : de Gaulle construit une force de dissuasion, ruineuse et inefficace, je dirai, que l'intérêt des oppositions est de toujours agiter des spectres, mais que l'intérêt national est dans la voie où le Général de Gaulle s'est engagé. En effet, accéder à la puissance nucléaire, cela nous donne, entre autre, le droit de dialoguer avec les Grands lorsque la paix du monde est en danger, mais surtout d'avoir une arme réellement efficace répandant de plus, tout le progrès technologique qui l'accompagne. Efficace sans aucun doute. Les principaux adversaires de cette arme sont les communistes qui pensent que le coût les frustre d'une meilleure répartition du revenu national. Les mêmes communistes agitent le spectre de l'Allemagne nazie revancharde. Alors je suis heureux de pouvoir les rassurer. Si les Allemands qui ont une armée conventionnelle assez puissante, s'avisaient, ce qui n'arrivera jamais, d'agresser la France, nous sommes en mesure par cette arme de mettre fin au conflit en quelques heures. Alors dès lors, rien n'est trop coûteux, car la paix n'a pas de prix.

Autre sujet de mécontentement, l'O.R.T.F. Les programmes sont insipides, l'information pas toujours objective, les téléspectateurs toujours désarmés pour faire valoir leurs droits. Il y a là matière à réflexion pour un député consciencieux.

La signification de ma candidature prend tout son relief dans la mesure où je veux être le candidat de liaison entre les générations coupées, le candidat du dialogue et des réformes, le candidat d'une véritable participation à une œuvre féconde. Il faut rechercher les responsables des événements et les éliminer de la vie publique. Les prochaines élections ont à cet égard une importance capitale, il doit en sortir une majorité renouvelée, une majorité de reconciliation et d'espérance. Vous ne renouvellerez pas le mandat de ceux qui n'ont pas su prévenir, de ceux qui se laissent dépasser par l'évolution de la Société. D'ailleurs, électrices, électeurs, je ne pense pas que vous ayez le sentiment d'être défendus par le député sortant. Vous ne l'avez pas revu depuis les dernières élections, alors qu'un député doit établir un contact permanent avec ses électeurs. Une tâche immense attend les futurs députés, je ne peux faire confiance au technocrate démuni de toute initiative privée, au conservateur dont l'inconditionnalité frise l'anticonstitutionnalité. Le climat créé par ces députés est tel, que le Gouvernement toujours assuré d'une majorité ne s'appesentit pas suffisamment sur les projets et que de fautes en maladresses nous en arrivons à l'explosion de colère que nous venons de vivre.

C'est la raison pour laquelle je veux opposer par ma candidature, le libéralisme des cadres de l'industrie avec ce que cela suppose d'initiatives, de responsabilités et d'ouverture au progrès.

Le candidat :
Henri SANCHEZ.

GIL, IMP. DAN. 97 - 75